BILAN (en milliers MAD)

ACTIF	31/12/2010	31/12/2009
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	87 766	42 479
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	4 945	739 859
A Vue	4 945	5 667
A Terme	-	734 192
CREANCES SUR LA CLIENTELE	10 396 869	9 196 968
Crédits de Trésorerie et à la Consommation	2 347	2 515
Crédits à l'Equipement	10 343 333	9 111 778
Crédits immobiliers	26 982	27 029
Autres Crédits	24 207	55 646
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créances	-	-
Titres de Propriété	-	-
AUTRES ACTIFS	51 415	19 559
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créances	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	25	25
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 958	6 280
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	70 666	73 251
TOTAL ACTIF	10 616 643	10 078 421

PASSIF	31/12/2010	31/12/2009
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX	-	-
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS ET ASSIMILES	3 948 844	4 510 099
A Vue	-	-
A Terme	3 948 844	4 510 099
DEPOTS DE LA CLIENTELE	-	-
Comptes à Vue Créditeurs	-	-
Comptes d'Epargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Créditeurs	-	-
TITRES DE CREANCES EMIS	4 358 569	3 366 386
Titres de Créances Négociables Emis	4 358 569	3 366 386
Emprunts Obligataires Emis	-	-
Autres Titres de Créances Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	51 706	135 338
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	986	2 463
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	-	-
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	1 706 597	1 470 963
CAPITAL	354 858	354 858
ACTIONNAIRES : CAPITAL NON VERSE	-	-
REPORT A NOUVEAU	-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	195 082	238 313
TOTAL PASSIF	10 616 643	10 078 421

HORS BILAN (en milliers MAD)

	31/12/2010	31/12/2009
ENGAGEMENTS DONNES	3 682 456	3 106 949
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 682 456	3 106 949
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	150 000	17 744
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	150 000	-
Engagements de garantie reçus d'etablissements de crédit et assimilés	-	17 744

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (en milliers MAD)

	31/12/2010	31/12/2009
PRODUIT D'EXPLOITATION BANCAIRE	681 231	688 812
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	10 503	11 427
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	670 728	673 981
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Produits sur titres de propriété	-	2 474
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	-	-
Autres produits bancaires	-	930
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	349 714	352 539
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	197 163	226 350
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	151 766	125 413
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	784	776
PRODUIT NET BANCAIRE	331 517	336 274
Produits d'exploitation non bancaire	1 334	768
Charges d'exploitation non bancaire	123	133
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	53 829	62 729
Charges de personnel	35 448	35 500
Impôts et taxes	919	1 119
Charges externes	8 929	14 137
Autres charges générales d'exploitation	1 457	5 196
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	7 076	6 777
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	1 204	3 593
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 158	3 196
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	45	397
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	42 034	108 550
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	40 512	103 227
Récupération sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	1 522	5 323
RESULTAT COURANT	319 730	379 138
Produits non courants	2 715	4 645
Charges non courantes	8 733	4 628
RESULTAT AVANT IMPOTS	313 712	379 155
Impôt sur les résultats	118 630	140 841
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	195 082	238 313

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL
صندوق التجهيز الجماعي

ETAT DES SOLDES DE GESTION (en milliers MAD)

I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2010	31/12/2009
(+) Intérêts et produits assimilés	681 231	688 812
(-) Intérêts et charges assimilées	348 929	351 763
MARGE D'INTERET	332 301	337 049
(+) Produits sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Commissions perçues	-	-
(-) Commissions servies	784	776
MARGE SUR COMMISSIONS	- 784	- 776
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	331 517	336 274
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	1 334	768
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	123	133
(-) Charges générales d'exploitation	53 829	62 729
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	278 899	274 181
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	- 39 354	- 100 030
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	- 1 477	- 4 927
RESULTAT COURANT	319 730	379 138
RESULTAT NON COURANT	- 6 017	17
(-) Impôt sur les résultats	118 630	140 841
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	195 082	238 313

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/12/2010	31/12/2009
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	195 082	238 313
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	7 076	6 777
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	45	397
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	1 522	5 323
(-) Plus values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	123
(+) Moins values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) plus value de cession sur immobilisations financières	-	-
(+) Moins value de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	200 681	240 041
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	200 681	240 041

بنك التمويل المحلي
LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (en milliers MAD)

	31/12/2010	31/12/2009
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	681 231	688 812
(+) Récupérations sur créances amorties	-	-
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	4 050	5 291
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	349 714	352 539
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	8 856	133
(-) Charges générales d'exploitation versées	46 753	60 580
(-) Impôts sur les résultats versés	118 630	140 841
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	161 327	140 011
Variation des :		
(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	734 914	- 692 520
(+) Créances sur la clientèle	- 1 195 432	- 1 017 656
(+) Titres de transaction et de placement	-	-
(+) Autres actifs	3 029	155 625
(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	- 561 255	- 541 557
(+) Dépôts de la clientèle	-	-
(+) Titres de créance émis	992 184	2 000 686
(+) Autres passifs	- 83 632	- 29 916
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 110 192	- 125 338
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	51 135	14 672
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
(+) Produit des cessions d'immobilisations corporrelles et incorporelles	-	123
(-) Acquisition d'immobilisations financières	-	-
(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	3 169	4 183
(+) Intérêts perçus	-	-
(+) Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 3 169	- 4 061
(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
(+) Emission de dettes subordonnées	-	-
(+) Emission d'actions	-	-
(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
(-) Intérêts versés	-	-
(-) Dividendes versés	-	-
(-) Autres	2 679	4 628
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 2 679	- 4 628
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV+V)	45 286	5 984
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	42 479	36 495
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	87 766	42 479

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :
  - 20 % pour les créances pré-douteuses,
  - 50 % pour les créances douteuses,
  - 100 % pour les créances compromises.

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	
II. Changements affectant les règles de présentation		

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2010	Total 31/12/2009
			Financiers	Non financiers		
Titres côtés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
Titres non côtés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						

Néant

DETAIL DES AUTRES ACTIFS (en milliers MAD)

ACTIF	31/12/2010	31/12/2009
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	38 196	7 657
Sommes dues par l'Etat	37 433	3 988
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	-	5
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	763	3 664
Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes de régularisation	13 219	11 901
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	10 811	10 761
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	342	1 027
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	240	113
Autres comptes de régularisation	1 825	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	51 415	19 559

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES (en milliers MAD)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Valeur comptable brute	Prix d'acquisition global	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées		-	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres de participation									
MAROCLEAR	Dépositaire Central	20 000	0.125	25	25	31/12/2009	160 791	23 311	-
TOTAL PARTICIPATIONS		20 000	-	25	25	-	160 791	23 311	-
EMPLOIS ASSIMILES		-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL		20 000		25	25		160 791	23 311	

CREANCES SUBORDONNEES (en milliers MAD)

CREANCES SUBORDONNEES	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
	31/12/2010			31/12/2009	31/12/2010	31/12/2009
	Brut	Provisions	Net	Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés		Néant			Néant	
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE (en milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat										
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles										
Crédit-bail mobilier										
Crédit-bail mobilier en cours										
Crédit-bail mobilier loué										
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
Crédit-bail immobilier										
Crédit-bail immobilier en cours										
Crédit-bail immobilier loué										
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
Loyers courus à recevoir										
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
Immobilisation données en location simple	18 228	52	-	18 280	309	12 665	-	-	-	5 615
Biens mobiliers en location simple										
Biens immobiliers en location simple	18 228	52	-	18 280	309	12 665	-	-	-	5 615
Loyers courus à recevoir										
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
TOTAL	18 228	52	-	18 280	309	12 665	-	-	-	5 615

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2010	Total 31/12/2009
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	86 491	4 945	-	-	91 436	46 116
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	-	-	-		734 000
au jour le jour	-	-	-	-		-
à terme	-	-	-	-		734 000
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-		-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-		-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	1 237	-	-	-	1 237	2 203
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	87 727	4 945	-	-	92 673	782 319

CREANCES SUR LA CLIENTELE (en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2010	Total 31/12/2009
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	2 347	2 347	2 515
CREDITS A L'EQUIPEMENT	9 957 310	-	-	-	9 957 310	8 741 505
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	26 982	26 982	27 029
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	386 023	-	-	-	386 023	370 273
CREANCES EN SOUFFRANCE	24 207	-	-	-	24 207	55 646
Créances pré-douteuses	-	-	-	-	-	-
Créances douteuses	415	-	-	-	415	25 076
Créances compromises	23 792	-	-	-	23 792	30 570
TOTAL	10 367 540	-	-	29 329	10 396 869	9 196 968

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES (en milliers MAD)

	31/12/2010		31/12/2009	
Prêts Classiques	CREANCES	PROVISIONS	CREANCES	PROVISIONS
CREANCES PREDOUTEUSES	-	-	-	-
CREANCES DOUTEUSES	492	46	30 320	2 786
CREANCES COMPROMISES	41 700	10 825	39 728	10 707
Sous total 1	42 192	10 871	70 048	13 494
Prêts MEN*	CREANCES	PROVISIONS	CREANCES	PROVISIONS
CREANCES PREDOUTEUSES	-	-	-	-
CREANCES DOUTEUSES	-	-	-	-
CREANCES COMPROMISES	2 356	433	12 469	2 279
Sous total 2	2 356	433	12 469	2 279
TOTAL GÉNÉRAL	44 548	11 303	82 517	15 772

* Prêts pris en charge par le budget du Ministère de l'Education Nationale (MEN) pour la réalisation de projets dans le cadre de la convention signée entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Education Nationale et le FEC.

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL
صندوق التجهيز الجماعي

بنك التمويل المحلي
LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES (en milliers MAD)

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions: Montant des amortis. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements Sur immo. Sorties	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	14 822	600	-	15 422	8 387	2 077	-	10 464	4 958
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	14 822	600	-	15 422	8 387	2 077	-	10 464	4 958
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	112 165	2 569	-	114 735	39 070	4 998	-	44 069	70 666
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	81 505	1 059	-	82 564	20 288	2 345	-	22 633	59 930
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	-	-	7 229
Immeubles d'exploitation, Bureaux	73 376	1 059	-	74 435	19 977	2 322	-	22 300	52 135
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	900	-	-	900	311	23	-	334	566
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	22 666	653	-	23 319	15 357	2 233	-	17 590	5 729
Mobilier de bureau d'exploitation	8 249	80	-	8 328	5 320	454	-	5 773	2 555
Matériel de bureau d'exploitation	653	109	-	762	514	59	-	573	189
Matériel informatique	11 570	465	-	12 035	8 258	1 357	-	9 615	2 420
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 194	-	-	2 194	1 265	364	-	1 629	565
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	7 995	857	-	8 852	3 425	420	-	3 845	5 007
Terrains hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles hors exploitation	5 639	-	-	5 639	2 120	139	-	2 259	3 380
Mobilier et matériel hors exploitation	1 764	359	-	2 124	1 228	84	-	1 312	812
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	592	498	-	1 089	77	197	-	274	815
TOTAL	126 988	3 169	-	130 157	47 457	7 076	-	54 533	75 624

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2010	Total 31/12/2009
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-	-
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	850 000
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	850 000
EMPRUNTS FINANCIERS	-	3 047 857	40 000	702 371	3 790 228	3 498 815
AUTRES DETTES	-	-	-	123 158	123 158	113 943
INTERETS COURUS A PAYER	-	23 498	545	11 415	35 458	47 341
TOTAL	-	3 071 355	40 545	836 943	3 948 844	4 510 099

CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)

	Encours 31/12/2009	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2010
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	1 470 963	238 313	- 2 679	1 706 597
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	1 470 963	238 313	- 2 679	1 706 597
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-
Capital	354 858	-	-	354 858
Capital appelé	-	-	-	-
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	354 858	-	-	354 858
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	238 313	- 238 313	195 082	195 082
TOTAL	2 064 135	-	192 403	2 256 538

DEPOTS DE LA CLIENTELE (en milliers MAD)

	Secteur public	Secteur privé: Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	Total 31/12/2010	Total 31/12/2009
Comptes à vue créditeurs						
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme			Néant			
Autres comptes créditeurs						
Intérêts courus à payer						
TOTAL						

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/2010	31/12/2009
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	3 682 456	3 106 949
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**3 682 456**	**3 106 949**
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	3 682 456	3 106 949
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	-	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	150 000	17 744
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**150 000**	-
Ouvertures de crédit confirmés	150 000	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	**17 744**
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	17 744
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

TITRES DE CREANCES EMIS (en milliers MAD)

NATURE DES TITRES (1)	Date de jouissance	Caractèristiques: Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)	Montant	Dont: Entreprises liées	Autres apparentés	Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
Certificats de Dépôt	07/10/2009	07/10/2014	100	4,45%	In fine	20 000			
Certificats de Dépôt	07/10/2009	07/10/2011	100	4,10%	In fine	50 000			
Certificats de Dépôt	14/10/2009	14/10/2014	100	4,45%	In fine	150 000			
Certificats de Dépôt	16/10/2009	16/10/2014	100	4,45%	In fine	5 000			
Certificats de Dépôt	16/10/2009	16/10/2011	100	4,15%	In fine	200 000			
Certificats de Dépôt	26/10/2009	26/10/2011	100	4,20%	In fine	200 000			
Certificats de Dépôt	16/12/2009	16/12/2011	100	4,23%	In fine	20 000			
Certificats de Dépôt	16/12/2009	16/12/2011	100	4,23%	In fine	50 000			
Certificats de Dépôt	16/12/2009	16/12/2014	100	4,30%	In fine	600 000			
Certificats de Dépôt	26/01/2009	26/01/2011	100	4,55%	In fine	300 000			
Certificats de Dépôt	02/02/2009	02/02/2014	100	4,85%	In fine	125 000			
Certificats de Dépôt	03/02/2009	03/02/2011	100	4,55%	In fine	80 000			
Certificats de Dépôt	03/02/2009	03/02/2014	100	4,85%	In fine	13 000			
Certificats de Dépôt	16/02/2009	16/02/2011	100	4,55%	In fine	250 000			
Certificats de Dépôt	24/03/2010	24/03/2015	100	4,51%	In fine	300 000			
Certificats de Dépôt	24/03/2010	24/03/2015	100	4,56%	In fine	150 000			
Certificats de Dépôt	25/03/2010	25/03/2013	100	4,59%	In fine	100 000			
Certificats de Dépôt	28/06/2010	28/06/2017	100	4,81%	In fine	300 000			
Certificats de Dépôt	30/06/2010	30/06/2017	100	4,81%	In fine	150 000			
Certificats de Dépôt	09/08/2010	09/08/2017	100	4,28%	In fine	260 000			
Certificats de Dépôt	07/09/2010	07/09/2017	100	4,81%	In fine	70 000			
Certificats de Dépôt	07/09/2010	07/09/2017	100	4,31%	In fine	330 000			
Certificats de Dépôt	08/10/2010	08/10/2017	100	4,30%	In fine	302 000			
Certificats de Dépôt	16/11/2010	16/11/2017	100	4,16%	In fine	250 000			
TOTAL						4 275 000	-	-	-

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance
(2) Amortissement : Annuel - In fine

DETAIL DES AUTRES PASSIFS (en milliers MAD)

PASSIF	31/12/2010	31/12/2009
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Créditeurs divers	19 021	65 933
Sommes dues à l'Etat	11 217	60 528
Sommes dues aux organismes de prévoyance	1 138	1 124
Sommes diverses dues au personnel	33	222
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-
Fournisseurs de biens et services	1 418	1 958
Divers autres créditeurs	5 215	2 100
Comptes de régularisation	32 685	69 405
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	24 659	61 190
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	7 552	7 442
Autres comptes de régularisation	474	773
TOTAL	51 706	135 338

FEC

بنك التمويل المحلي

LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

PROVISIONS (en milliers MAD)

	Encours 31/12/2009	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2010
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	93 946	1 158	40 512	-	54 591
créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
créances sur la clientèle	15 772	750	5 219	-	11 302
titres de placement	-	-	-	-	-
titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-
immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
autres actifs	78 174	408	35 293	-	43 289
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	2 463	45	1 522	-	986
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	2 463	45	1 522	-	986
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	96 409	1 204	42 034	-	55 577

ENGAGEMENTS SUR TITRES (en milliers MAD)

	Montant
Engagements donnés	
Titres achetés à réméré	
Autres titres à livrer	Néant
Engagements reçus	
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE (en milliers MAD)

	Objet économique	Montant global	Montant 31/12/2009	Utilisation 31/12/2010	Montant 31/12/2010
Subventions					
Fonds publics affectés		Néant			
Fonds spéciaux de garantie					
TOTAL					

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES (en milliers MAD)

	Opérations de couverture 31/12/2010	Opérations de couverture 31/12/2009	Autres opérations 31/12/2010	Autres opérations 31/12/2009
Opérations de change à terme				
Devises à recevoir				
Dirhams à livrer				
Devises à livrer				
Dirhams à recevoir				
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés			Néant	
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

DETTES SUBORDONNEES (en milliers MAD)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées: Montant (c/v MAD) 31/12/2010	Dont entreprises liées: Montant (c/v MAD) 31/12/2009	Dont entreprises apparentées: Montant (c/v MAD) 31/12/2010	Dont entreprises apparentées: Montant (c/v MAD) 31/12/2009
		Néant				Néant			Néant	

(1) Cours Bank Al-Maghrib au 31/12/2010 (2) Eventuellement indéterminée (3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL
صندوق التجهيز الجماعي

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE (en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons duTrésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	-	-	-

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	-	-	-

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE (en milliers MAD)

	D< 1 mois	1 mois<D< 3 mois	3 mois<D< 1 an	1 an <D< 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	91 436	-	-	-	-	91 436
Créances sur la clientèle	17 541	242 634	668 439	2 977 398	6 080 628	9 986 639
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	108 976	242 634	668 439	2 977 398	6 080 628	10 078 075
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 876	94 468	546 697	2 103 174	1 044 013	3 790 228
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	300 000	330 000	520 000	1 463 000	1 662 000	4 275 000
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
TOTAL	301 876	424 468	1 066 697	3 566 174	2 706 013	8 065 228

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE (en milliers MAD)

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 20% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédit par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
	Néant			

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE (en milliers MAD)

BILAN	Montant
ACTIF	-
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-
Créances sur la clientèle	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	836 943
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	836 943
Dépôts de la clientèle	-
Titres de créance émis	-
Autres passifs	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-

HORS BILAN	Montant
Engagements donnés	-
Engagements reçus	-

MARGE D'INTERET (en milliers MAD)

	31/12/2010	31/12/2009
Intérêts perçus	681 231	687 883
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	10 503	11 427
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	670 728	673 981
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	2 474
Intérêts servis	348 929	351 763
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	197 163	226 350
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	151 766	125 413

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE (en milliers MAD)

CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus
Titres de placement	Néant
Titres de participation	
Participations dans les entreprises liées	
Titres de l'activité de portefeuille	
Emplois assimilés	
TOTAL	

COMMISSIONS (en milliers MAD)

	Montant
Commissions perçues	-
Sur opérations avec les établissements de crédit	-
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-
Commissions versées	784
Sur opérations avec les établissements de crédit	522
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	262
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE (en milliers MAD)

	31/12/2010	31/12/2009
Produits	-	2 474
Gains sur les titres de transaction		
Plus-value de cession sur titres de placement		2 474
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement		
Gains sur les produits dérivés		
Gains sur les opérations de change		
Charges	-	-
Pertes sur les titres de transaction		
Moins value de cession sur titres de placement		
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement		
Pertes sur les produits dérivés		
Pertes sur opérations de change		

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION (en milliers MAD)

	Montant
Charges du personnel	35 448
Impôts et taxes	919
Charges externes	8 929
Autres charges générales d'exploitation	1 457
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	7 076
Total	53 829

AUTRES PRODUITS ET CHARGES (en milliers MAD)

	Montant
Autres produits et charges bancaires	
Autres produits bancaires	-
Autres charges bancaires	784
Produits et charges d'exploitation non bancaires	
Produits d'exploitation non bancaires	1 334
Charges d'exploitation non bancaires	123
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrecouvrables	1 158
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	40 512
Produits et charges non courants	
Produits non courants	2 715
Charges non courantes	8 733

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS (en milliers MAD)

I- DATATION

Date de clôture (1)	31/12/2010
Date d'établissement des états de synthèse (2)	29/03/2011

(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indication des événements
	Favorables
	Néant
	Défavorables

EFFECTIFS (En nombre)

EFFECTIFS	31/12/2010	31/12/2009
Effectifs rémunérés	112	110
Effectifs utilisés	112	110
Effectifs équivalent plein temps	112	110
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	88	89
Employés (équivalent plein temps)	24	21
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-

بنك التمويل المحلي
LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL
صندوق التجهيز الجماعي

بنك التمويل المحلي
LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

Dispositif de Gestion Globale des Risques

1. Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Equipement Communal repose sur:

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'institution dans le processus;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation;
- l'attribution de ressources appropriées pour l'émergence de la culture de gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration du FEC approuve la politique globale de gestion des risques ainsi que les orientations stratégiques de gestion de chaque risque pris individuellement.

Le Conseil d'Administration a mis en place un Comité d'audit chargé de l'assister en matière d'évaluation du système de contrôle interne et de prévention des risques.

Outre son Président, le Ministre de l'Intérieur, le Conseil d'Administration du FEC comprend:

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie et des Finances;
- 1 représentant du Ministère de la Santé;
- 1 représentant du Ministère de l'Equipement et du Transport;
- 1 représentant du Ministère de l'Energie et des Mines.
- Le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion;
- Des membres représentant les élus: 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit

Le Comité d'Audit, désigné par le Conseil d'Administration, porte son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Ce Comité est composé du:

- Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion (Président);
- Directeur du Trésor et des Finances Extérieures (Membre).

Le Comité d'Audit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent, et au moins deux fois par an.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue deux fois par an (ou plus souvent si les circonstances l'exigent) des présentations devant le Conseil d'Administration sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Directeur Général du FEC, Président:

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et des Finances
- 1 représentant désigné par la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques

Le Comité des Risques, présidé par le Directeur Général du FEC, se charge notamment de:

- valider la stratégie globale de gestion des risques du FEC et de s'assurer de sa mise en œuvre;
- valider les procédures formelles de gestion des risques en vérifiant leur conformité avec les exigences réglementaires;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Le Comité des Risques se réunit au moins une fois par trimestre ou plus fréquemment si les circonstances l'exigent.

Le secrétariat du Comité des Risques est assuré par la Direction des Risques.

Direction des Risques

La Direction des Risques évalue les risques encourus par le FEC en vue d'assurer la maîtrise et la sécurisation de l'activité.

Elle intervient dans le processus d'agrément de l'évaluation des projets préalablement à leur présentation au Comité de Crédit ainsi que dans la validation des nouveaux instruments de financement.

Elle définit également les critères d'acceptation et les normes d'évaluation des dossiers de prêts.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, en application des dispositions de Bank Al-Maghrib en la matière.

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code déontologique applicable au personnel du FEC.

بنك التمويل المحلي
LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

2. Exposition aux risques

Les risques associés aux activités du Fonds d'Equipement Communal sont les suivants:

Risque de crédit: risque qu'une contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations contractuelles.

Risque de liquidité: se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Risque de taux d'intérêt: Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et sa valeur économique.

Risques opérationnels: risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Risque de non conformité: correspond au risque de non-conformité aux lois, règlements et directives réglementaires applicables.

Risque de change: dû aux fluctuations des taux de change.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables sans distinction entre les catégories des emprunteurs.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Responsables de la gestion du risque de crédit

A la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, la Direction des Grands Projets ou la Direction des Crédits d'Equipement, relevant toutes deux du Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

La Direction des Risques se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt.

L'emprunt est agréé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances.

Gestion du risque de crédit

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser, du montage financier mis en place ainsi que des sources des recettes qui permettront le remboursement de la dette.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des comptes administratifs approuvés des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la Collectivité Locale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la Collectivité Locale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants:

- la capacité de remboursement de la Collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur:

- L'analyse du contenu du dossier-client: données générales et juridiques, données financières et techniques.
- L'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement.
- L'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC.
- L'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets.
- Jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Il est à signaler que les créances du FEC sur les Collectivités Locales sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans les budgets des emprunteurs.

Les prêts accordés aux régies sont assortis d'une garantie de la Collectivité Locale de rattachement.

Pour les autres types de clientèle, les garanties sont constituées par des hypothèques sur les terrains qui ont fait préalablement l'objet d'une évaluation.

Les contrats de prêts FEC prévoient:

- l'engagement de l'emprunteur à communiquer au FEC durant la vie du prêt les budgets et les comptes administratifs dans un délai d'un mois à compter de leur approbation;
- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours;
- une clause suspensive de tout nouvel engagement en cas de défaut de paiement dépassant 90 jours.

Profil de solvabilité

L'allocation des fonds propres en couverture du risque de crédit se fait en conformité avec les dispositions de la circulaire n°5/G/2010 modifiant la circulaire n°25/G/2006.

Au 31 Décembre 2010, le coefficient de solvabilité s'est établi à 75,37% contre 73,59% au 31 Décembre 2009.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle s'établissent au 31 Décembre 2010 à 10 396 868 904 MAD.

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent à 3.682.455.601 MAD, et concernent :

- les prêts classiques;
- les prêts "MEN" octroyés pour la mise à niveau et la réhabilitation des établissements scolaires dans le cadre d'une convention de partenariat conclue entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Education Nationale et le FEC;
- les prêts accordés aux régies autonomes "RA" dans le cadre de consortium bancaire.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classification et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Locales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Le calcul des provisions distingue les prêts MEN des autres prêts. Ainsi, le principe de la contamination entre prêts MEN et hors MEN n'a pas lieu.

Provisions des risques de crédit au 31 Décembre 2010

Le volume des créances en souffrance au 31 Décembre 2010 a accusé un repli significatif de 45% par rapport au 31 Décembre 2009

Le taux des créances en souffrance est passé de 0,89% au 31 décembre 2009 à 0,43% au 31 décembre 2010

Le stock de provisions pour créances en souffrance a suivi la même tendance avec un repli de 28%, traduisant ainsi la poursuite de l'amélioration du profil de risque de l'Institution.

Coefficient de Division Des Risques

Conformément aux dispositions de la circulaire n°3/G/2001 de Bank Al-Maghrib, le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques s'assurent du respect du coefficient de division des risques lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit à 14,49% à fin décembre 2010, se situant en dessous du plafond fixé par BAM.

2.2 Risques de Liquidité / de Taux

Responsables de la gestion Actif/Passif

La Direction Financière se charge de la gestion Actif/Passif.

Le Comité des Risques se charge de la validation de la politique relative à la gestion Actif/Passif.

Gestion Actif/Passif

Le FEC est doté d'une application « Gestion Financière – ALM » qui s'intègre dans son système d'information et qui permet de mieux appréhender la gestion des risques financiers inhérents à ses activités, notamment les risques de liquidité et de taux d'intérêt.

Le rapport de gestion Actif/Passif est établi semestriellement et est soumis à la Direction Générale et au Comité des Risques.

Risque / Impasses de Liquidité

Pour la gestion du risque de liquidité, il est procédé au calcul des impasses prévisionnelles statiques et dynamiques de liquidité découlant de la différence entre les flux entrants (ressources, produits de recouvrement,..) en contrepartie des flux sortants (charges de financement, créances …) afin de déterminer les impasses de liquidités (ou GAP de financement) à court, moyen et long termes.

Risque / Impasses de Taux

Pour la gestion du risque de taux, il est procédé au:

- calcul des impasses de taux par type de taux qui permet de mesurer l'exposition au risque de taux par une confrontation des emplois aux ressources par bandes de maturités;
- calcul des durations du portefeuille des prêts et des emprunts.

Par ailleurs, des Stress test/Reportings relatifs à l'impact du risque taux sur le portefeuille et la valeur économique du FEC sont effectués trimestriellement et transmis à Bank Al-Maghrib dans le cadre des reportings réglementaires.

2.3 Risques Opérationnels

Organisation et Gouvernance

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet:

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Le Comité des Risques se charge de valider la politique de gestion des risques opérationnels, la stratégie de continuité d'activité et de gestion de crise.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires:

➢ **Mécanisme de délégations de signatures**

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants:

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à éviter des blocages de situations.

➢ **Manuel de procédures générales**

La refonte du manuel des procédures générales a été réalisée courant 2010.

La refonte a porté sur tous les domaines fonctionnels du FEC afin d'élaborer la cartographie générale des processus et procédures selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008. Les processus fonctionnels identifiés couvrent les domaines Pilotage, Métiers et Support.

La mise à jour des procédures s'est basée principalement sur l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process. Cet outil a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet.

Le référentiel des procédures fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

➢ **Manuel de procédures et d'organisation comptable**

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que:

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables;
- tous les enregistrements sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation vigueur;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

➢ **Manuel de communication financière**

Le FEC dispose d'un manuel de communication financière qui s'inscrit dans le cadre de la circulaire 40/G/2007 du 2 août 2007 de Bank Al-Maghrib relative au contrôle interne des Etablissements de Crédit.

➢ **Développement et sécurisation des SI**

Le FEC a concentré ses efforts durant ces dernières années à la couverture de la quasi-totalité de ses activités "métier" et "support" par le déploiement des progiciels intégrés. En outre, le FEC a déployé les plateformes technologiques appropriées pour assurer la protection des données et des flux réseaux.

Afin de répondre aux besoins fonctionnels et réglementaires et de profiter des innovations technologiques, les plateformes logicielles et technologiques déployées connaissent des mises à niveau continues.

Par ailleurs, les principales recommandations retenues, à l'issue de la mission d'audit des systèmes d'information réalisée en 2009, sont mises en œuvre et portent notamment sur le renforcement du dispositif de sécurité de l'information moyennant l'adoption d'une politique de sécurité de l'information selon les normes en vigueur ainsi que l'amélioration des processus d'exploitation « Système d'Information » sur la base des référentiels COBIT et ITIL.

➢ **Plan de Continuité d'Activité**

Le FEC dispose d'un Plan de Continuité d'Activité conformément à la directive Bank Al-Maghrib n°47/G/2007.

La mise en œuvre du PCA est en cours et porte notamment sur la mise en place de:

- Dispositifs de continuité Système d'Information;
- Dispositifs de continuité logistique;
- Dispositifs de continuité ressources humaines;
- Dispositifs de continuité des opérations.

➢ **Cartographie des risques opérationnels**

Le FEC dispose, conformément à la Directive de Bank Al-Maghrib n°29/G/2007, d'une cartographie des risques actualisée en 2010.

La cartographie des risques a été élaborée à partir de la cartographie des processus par l'identification et l'évaluation des différents risques opérationnels associés aux tâches qui composent ces processus.

En conformité avec les directives Bâloises, des indicateurs d'alerte, destinés à couvrir les zones à risques majeurs sont prévus.

Des procédures de collecte d'incidents, en préalable à la mise en place d'une base de données incidents, sont également élaborées.

Couverture des risques opérationnels

Le FEC ne procède pas à l'allocation de fonds propres en couverture des risques opérationnels.

2.4 Risques de Non Conformité

Conformément à la circulaire n°40/G/2007 et à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib, le FEC s'est doté d'une politique de conformité et d'une cartographie des risques de non-conformité.

2.5 Risque de Change

La couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC est prise en charge par l'Etat (Ministère l'Economie et des Finances/Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.

بنك التمويل المحلي
LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

Deloitte.
Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
Casablanca
Maroc

MAZARS
Mazars Masnaoui
104 Bis, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

**RESUME DU RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2010**

Messieurs,

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints du **Fonds d'Equipement Communal**, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2010. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 2.256.538 KMAD dont un bénéfice net de 195.082 KMAD.

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre mission selon les Normes de la Profession au Maroc et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du **Fonds d'Equipement Communal** au 31 décembre 2010 ainsi que du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 29 mars 2011

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
A. Benabdelkhalek
Associé
Deloitte Audit
288 Boulevard Zerktouni
- CASABLANCA
Tél : 022 22 47 34/35/36
Fax : 022 22 40 78

Mazars Masnaoui
K. Mokdad
Associé
MAZARS MASNAOUI